

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL DU 4 OCTOBRE 2016

OBJET : N° 1.3. – ORGANISATION INSTITUTIONNELLE – RAPPORTS ANNUELS 2015 DU DELEGATAIRE AEP ET DU DELEGATAIRE ASSAINISSEMENT COLLECTIF -

L'an deux mille seize, le quatre du mois d'octobre, à dix-sept heures trente, les membres du COMITE SYNDICAL du SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIERE, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de Monsieur Jean PASCAL, Président du Syndicat. Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, participent à la présente délibération tous les délégués énumérés ci-dessous.

Titulaires présents avec voix délibérative :

<p><u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. CONSTANT Bernard (Balazuc) / FERRIER Dominique (Banne) / BALMELLE Robert (Berrias-Casteljau) / MME MOUTERDE Hélène (Chassiers) et M. SERRE-CHAMARY René (Chassiers) / MM. PLANTEVIN Patrick (Chauzon) / Mme TAULEIGNE Lise (Fabras) / M. PASCAL Jean (Faugères) / Mme CHAGOT Patricia (Grospierrres) / MM. LEYNAUD Jean-Marc (Joannas) / FLAMBEAUX Patrice (Labeaume) / CLADT Bernard (Labégude) / CHAMBON Roland et BALAZUC Thierry (Lachapelle S/s Aubenas) / ORIVES Éric (Lalevade d'Ardèche) / BELLOT James (Meyras) / RAMANMALI Angelin (Montréal) / VIELLARD Jean-Léon (Pradons) / CUTTIER Jean-François (Prunet) / IMBERT Guy (Rocher) / CHARRIERE Jacques (Ruoms) / DEVANCIARD Gilles et SERRE Michel (St Alban Auriolles) / GARRIDO Jean-Manuel (St André de Cruziers) / JAUFFRE Michel (St Pierre de Colombier) / MERINE Philippe (St Privat) / OZIL Raymond (Sampzon) / OLIVIER Robert (Sanilhac) / SAUBIN Philippe et LACROTTE Robert (Vals-Les-Bains) / VEYRENC Éric (Vernon)</p>	<p><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. CIVIER Stéphane (Aubenas) / GINEVRA Stéphane (Chirols) / Mme CHASTAGNIER Geneviève (Joyeuse) <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u> MM. BACCONNIER Jean-Claude et FALLOT Joseph <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat ST ETIENNE-DE-FONTB./ ST SERNIN :</u> M. DURIEU Jean-Marie <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> MM. BACCONNIER Jean-Claude (CDC Gorges de l'Ardèche) / GARRIDO Jean-Manuel et BALMELLE Robert (CDC Pays des Vans en Cévennes) / CIVIER Stéphane (CDC Pays Aubenas Vals)</p>
---	--

Titulaires ayant donné procuration :

<p><u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> M. PONTHER Jean-Yves (Labégude) à M. CLADT Bernard M. CHARRON Claude (Lalevade d'Ardèche) à M. ORIVES Éric Mme AMET Maryse (Largentière) à M. PASCAL Jean M. GIBERT Alain (Rocles) à M. RAMANMALI Angelin M. ROURISSOL Denis (St Privat) à M. MERINE Philippe M. GRASSET Guillaume (Vinezac) à M. LAURENT André M. AUDIBERT François (Ribes) à M. VEYRENC Eric</p>	<p><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> Mme TOURRE Nathalie (Joyeuse) à Mme CHASTAGNIER Geneviève Mme MAIRESSE Nadine (Vallon Pont d'Arc) à M. IMMACOLATO J. Pierre <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> M. LARDY Jean-Paul (CDC Vinobre) à M. GARRIDO Jean-Manuel</p>
---	---

Titulaires excusés :

<p><u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. FAUGIER Christian (Chandolas) / GIRAUD Jacky (Chazeaux) / ROSE Hermand (Largentière) / MEISS Bernard (St Andéol de Vals) / DUGAS Laurent (Tauriers) / SOUTEYRAND Marc / Mme EL FARKH Marie (Vals-Les-Bains) / MANENT Pierre (Vinezac)</p>	<p><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> M. IMMACOLATO Jean-Pierre (Vallon Pt d'Arc) <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u> M. MAUDUIT Jean-Yvon, <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> M. MAUDUIT Jean-Yvon (CDC Gorges de l'Ardèche) / M. PONTHER Jean -Yves (CDC Pays Aubenas Vals)</p>
--	--

Titulaires absents :

<p><u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. LANGLET Patrick (Les Assions) / MATHIEU Jean-Claude (Beaulieu) / LEGENDRE Yves (Laurac en Vivarais) / RISSE Michel (Malbosc) / VEYRENC Yves (Pont de Labeaume) / M. ROURE Sébastien et Mme KONARZEWSKI Jessica (Rosières) / M. PERBOST Serge et Mme MESSAOUDI Simone (Ruoms) / MM. BOISSEL Jean-Luc (St Julien du Serre) / AVIAS Cyrille-Christophe et Mme CHARROUD Annie (Ucel) / M. LECOSSOIS Jean-Marie (Uzer)</p>	<p><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. CONTESSO Franck (Fons) / BARALE Ange (Vallon Pt d'Arc) <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u> M. LADREYT Jean-Pierre <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC :</u> MM. CHAULET Edouard, UGHETTO René et MARRON Jacques <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> M. MANENT Pierre (CDC Vinobre)</p>
--	---

Suppléants présents avec voix délibérative :

<p><u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. FALGON Guy (Chazeaux) / PASCAL Mehdi (St Andéol-de-Vals) / BOYER Joël (Ucel) / ARCHIMBAUD Patrick (Vals-Les-Bains) / LAURENT André (Vinezac)</p>	<p><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u> M. TOULOUZE Éric et Mme RAOUX Chantal <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> MM. FLAMBEAUX Patrice (CDC Gorges de l'Ardèche) / LACROTTE Robert (CDC Pays Aubenas Vals)</p>
---	---

La secrétaire de séance est : Mme Lise TAULEIGNE

« La Sigalière » – Les Vergnades – 07110 LARGENTIERE

Tél. 04 75 89 96 96 – Fax : 04 75 89 96 97 – E.mail : administration@seba-eau.fr - Site internet : www.seba-eau.fr

DELEGUES :	SEBA EAU
Nombre	83
Quorum	42
Présents	50
Pouvoirs	10
Votants	
Abstentions	
Suffrages exprimés	
Majorité requise	
Pour	
Contre	

Les rapports annuels des délégataires des services publics d'eau potable et d'assainissement collectif, distincts de celui du président, sont prévus aux articles L 1411-3 et R.1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales qui stipulent :

L.1411-3 – « Le délégataire produit chaque année avant le 1^{er} juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est aussi assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. Dès la communication de ce rapport, son examen est mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte. »

R.1411-7 – « Le rapport mentionné à l'article L.1411-3 tient compte des spécificités du secteur d'activité concerné, respecte les principes comptables d'indépendance des exercices et de permanences des méthodes retenues pour l'élaboration de chacune de ses parties, tout en permettant la comparaison entre l'année en cours et la précédente. Toutes les pièces justificatives des éléments de ce rapport sont tenues par le délégataire à la disposition du délégant dans le cadre de son droit de contrôle.

Ce rapport comprend

I – Les données comptables suivantes (extraits) :

- a) Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours,*
- b) Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects,*
- c) Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat,*
- d) Un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public,*
- e) Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public,*
- f) Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année,*
- g) Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué,*
- h) Les engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés à la délégation du service public et nécessaires à la continuité du service public...*

II – L'analyse de la qualité du service mentionnée à l'article L.1411-3 comportant tout élément permettant d'apprécier la qualité du service rendu et les mesures proposées par le délégataire pour une meilleure satisfaction des usagers. La qualité du service est notamment appréciée à partir d'indicateurs proposés par le délégataire ou demandés par le délégant et définis par voie contractuelle.

III – L'annexe mentionnée à l'article L.1411-3 qui comprend un compte rendu technique et financier comportant les informations utiles relatives à l'exécution du service et notamment les tarifs pratiqués, leur mode de détermination et leur évolution, ainsi que les autres recettes d'exploitation».

Contrairement au rapport du président sur le prix et la qualité du service public qui peut fusionner les éléments des services de l'eau potable et de l'assainissement, les délégataires doivent établir des rapports distincts.

Les deux rapports annuels des délégataires ont fait l'objet d'un examen détaillé en collège exécutif et ont été présentés en commissions consultatives « travaux » et « finances ».

Par ailleurs et conformément à la législation, la commission consultative des services publics locaux a été saisie, pour examen, des rapports et bilans énoncés au 1^o, 2^o, 3^o et 4^o alinéa de l'article L.1413-1 du CGCT. Celle-ci en a pris acte et son avis **est joint** à la présente délibération.

Ces rapports et leurs pièces annexes citées sont mis à la disposition des élus du comité syndical et des membres de la commission consultative des services publics locaux, dans leur version intégrale, au siège du syndicat.

Le Comité Syndical est appelé à « prendre acte » de la présentation des rapports annuels 2015 du délégataire du service public de l'eau potable et du délégataire du service public de l'assainissement collectif. Au préalable, le président a invité les délégués à découvrir la présentation par le bureau d'études IRH du diagnostic technique, juridique et financier, réalisé au titre de sa mission de contrôle d'exécution des contrats de délégation de service public.

Le comité syndical, à l'unanimité des membres présents ou représentés **PREND ACTE** de la présentation des rapports annuels 2015 du délégataire du service public de l'eau potable et du délégataire du service public de l'assainissement collectif

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL

EXTRAIT DU REGISTRE DES AVIS DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX DU 27 SEPTEMBRE 2016 SUR LES RAPPORTS ANNUELS 2015 DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT

L'an deux mille seize, le vingt-sept du mois de septembre à quatorze heures trente minutes, la Commission Consultative des Services Publics Locaux du S.E.B.A., dûment convoquée par le Président du Syndicat, s'est réunie au Siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIERE sous la présidence de Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Présents :

Président du Syndicat :

- M. Jean PASCAL

Association des Consommateurs de la Fontaulière :

- M. Jacques COLOM Y CANALS

UFC QUE CHOISIR :

- M. Jean-François TODESCHINI-DEIBER

SAUR :

- M. Yoann RENAULT

Excusés :

Délégués du Comité Syndical :

- Mme Lise TAULEIGNE,
- M. Michel RISSE**Absents :**

Délégués du Comité Syndical :

- M. Angelin RAMANMALI
- Mme Annie CHARROUD

ASSECO CFDT :

- M. Guy CLEMENT

UDAF :

- M. Benoît MONTICCILO

Le Président fait part à la Commission de la nécessité de prendre acte de la présentation de l'ensemble des rapports annuels 2015 du service public de l'eau potable et de l'assainissement.

En effet, les rapports annuels des délégataires des services publics d'eau potable et d'assainissement collectif, distincts de celui du Président, sont prévus aux articles L 1411-3 et R.1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales qui stipulent :

L.1411-3 – « Le délégataire produit chaque année avant le 1^{er} juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est aussi assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. Dès la communication de ce rapport, son examen est mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte. »

R.1411-7 – « Le rapport mentionné à l'article L.1411-3 tient compte des spécificités du secteur d'activité concerné, respecte les principes comptables d'indépendance des exercices et de permanences des méthodes retenues pour l'élaboration de chacune de ses parties, tout en permettant la comparaison entre l'année en cours et la précédente. Toutes les pièces justificatives des éléments de ce rapport sont tenues par le délégataire à la disposition du délégant dans le cadre de son droit de contrôle.

Ce rapport comprend :

I – Les données comptables suivantes (extrait) :

- a) *Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours,*
- b) *Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects,*
- c) *Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat,*
- d) *Un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public,*
- e) *Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public,*
- f) *Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année,*
- g) *Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué,*
- h) *Les engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés à la délégation du service public et nécessaires à la continuité du service public...*

II – L'analyse de la qualité du service mentionnée à l'article L.1411-3 comportant tout élément permettant d'apprécier la qualité du service rendu et les mesures proposées par le délégataire pour une meilleure satisfaction des usagers. La qualité du service est notamment appréciée à partir d'indicateurs proposés par le délégataire ou demandés par le délégant et définis par voie contractuelle.

III – L'annexe mentionnée à l'article L.1411-3 qui comprend un compte rendu technique et financier comportant les informations utiles relatives à l'exécution du service et notamment les tarifs pratiqués, leur mode de détermination et leur évolution, ainsi que les autres recettes d'exploitation».

Par ailleurs, l'article L 2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales exige que ... « le président de l'établissement public de coopération intercommunale présente à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable destiné notamment à l'information des usagers. Ce rapport est présenté au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné. Le rapport et l'avis du Conseil Municipal ou de l'assemblée délibérante sont mis à la disposition du public dans les conditions prévues à l'article 1411-13 ».

L'article D.2224-1 du même code précise qu'« il en est de même pour le service public de l'assainissement, qu'il concerne l'assainissement collectif ou l'assainissement non collectif ».

L'ensemble des rapports a fait l'objet d'un examen détaillé en Collège Exécutif et est présenté en commissions consultatives « travaux » et « finances ».

La Commission Consultative des Services Publics Locaux est saisie, pour examen, des rapports et bilans énoncés au 1^o, 2^o et 3^o alinéa de l'article L.1413-1 du CGCT.

A l'unanimité des membres présents, la Commission Consultative des Services Publics Locaux prend acte de cette présentation.

Après avoir recueilli cet avis, le Président rappelle :

- que cet avis sera communiqué au Comité Syndical lors de sa séance du 4 octobre 2016 ;
- que cet avis sera joint à la délibération dudit Comité Syndical.

Pour extrait certifié conforme,
Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL